

MODE DE GESTION DES DÉCHETS DANS LA VILLE DE M'BATTO (CÔTE D'IVOIRE)

Caleb Koua TCHOMAN¹, Mathieu Gnanké NIAMKE² et SYLLA Yaya³

¹Étudiant Diplômé en Master de Géographie de la Santé, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët-Boigny, tchomankouacaleb@gmail.com, (+225 0757055792)

²Enseignant-Chercheur / Maître-Assistant, Géographie de la santé / Environnement et Développement durable, Université Félix Houphouët-Boigny, mathieuniamke23@gmail.com, (+225 0758140795)

³Enseignant-Chercheur / Maître-Assistant, Géographie de la santé, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), syllayaya5336@gmail.com

Résumé

La gestion des déchets ménagers et l'assainissement urbain demeurent des défis majeurs en Afrique. Le département de M'Batto, dans la région du Moronou, illustre cette problématique. Cette étude, menée auprès de 375 ménages à travers différents quartiers, s'appuie sur des enquêtes, entretiens et observations de terrain pour dresser un état des lieux et proposer un plan stratégique de gestion durable des déchets solides et liquides. Les résultats montrent que M'Batto est confrontée à une gestion inadéquate des eaux usées domestiques et pluviales, ainsi qu'à une forte croissance démographique qui accentue la production d'ordures ménagères. Cette dynamique, non accompagnée d'une planification rigoureuse, fragilise les capacités municipales et accentue l'insalubrité urbaine. L'étude recommande la mise en place d'une politique locale concertée et adaptée pour améliorer durablement la gestion des déchets.

Mots-clés: Côte d'Ivoire, M'Batto, gestion, ordures ménagères, assainissement, urbanisation.

WASTE MANAGEMENT MODES IN THE CITY OF M'BATTO (CÔTE D'IVOIRE)

Abstract

Household waste management and urban sanitation remain major challenges across Africa. The department of M'Batto, in the Moronou region, reflects this situation. This study, conducted among 375 households across different neighborhoods, used surveys, interviews, and field observations to assess current practices and propose a strategic plan for sustainable waste management. Findings reveal that M'Batto faces inadequate management of domestic and rainwater wastewater, combined with rapid population growth that intensifies household waste production. This demographic expansion, not supported by rigorous planning, weakens municipal capacities and worsens urban unsanitary conditions. The study highlights the need for a coherent and participatory local policy to ensure effective and sustainable waste management.

Keywords: Ivory Coast, M'Batto, waste management, household garbage, sanitation, urban growth.

Introduction

Les atteintes à l'environnement liées à l'insalubrité urbaine connaissent une progression inquiétante en Afrique. Plus de quarante ans après les indépendances, la plupart des villes du continent n'ont pas trouvé de solutions efficaces pour collecter, traiter ou éliminer convenablement les déchets solides ménagers (Ngnikam et Tanawa, 2006, p.11). Dans les pays en développement, la gestion des déchets urbains est ainsi considérée comme l'un des problèmes environnementaux les plus graves (Gnangu, 2010, p.19). Avec l'essor de la société de consommation, la nature et la composition chimique des déchets se complexifient, tandis que leur volume augmente sous l'effet de la croissance démographique, de l'urbanisation accélérée et de l'évolution des habitudes alimentaires (Ngnikam et Tanawa, 2006, p.15; Onibokun, 2001, p.7-8).

En Côte d'Ivoire, la gestion des ordures et l'assainissement du cadre de vie sont au cœur des politiques locales depuis la décentralisation. Pourtant, trente-cinq ans après, les communes demeurent insalubres et polluées, comme en témoignent les cas d'Alépé, Taabo ou Yopougon (Adomon, 2015, p.5). Les dépôts sauvages jalonnent les rues, y compris les plus fréquentées, et la

situation est encore plus alarmante dans les quartiers populaires et les zones d'habitat spontané (Adjiri et al., 2015, p.2). À Abidjan, la gestion des déchets s'est complexifiée en raison de crises récurrentes, de l'incompétence de certains prestataires et de la volonté de divers acteurs de capter les ressources financières liées au secteur (Attahi, 2001 cité dans Adomon, 2015, p.6). Les solutions proposées par les pouvoirs publics, les chercheurs et les opérateurs privés restent insuffisantes, principalement en raison du manque de moyens financiers (Tanawa et Ngnikam, 2006, p.11).

La croissance démographique rapide des villes ivoiriennes accentue la prolifération des déchets. La maîtrise de leur production et de leur gestion constitue aujourd'hui un enjeu prioritaire, alors même que les stratégies nationales visent un taux de collecte de 90 % et un niveau de salubrité conforme aux normes internationales (Yassi, 2006, p.28). Dans les faits, les municipalités ont perdu la bataille de la gestion des ordures. La ville de M'Batto illustre parfaitement cette réalité: elle s'effondre sous le poids des déchets solides et liquides, dans un environnement de plus en plus insalubre.

Avant la loi n°2003-208 du 7 juillet 2003 transférant les compétences de l'État aux collectivités locales, la gestion des ordures ménagères relevait exclusivement de la ville d'Abidjan, financée par les contributions des communes (Rapport final, 2006, p.10). Depuis les années 1990, de nouveaux acteurs de la société civile se sont impliqués dans le secteur, créant une dynamique entre acteurs formels et informels (Aya, 2012, p.1). Malgré cette implication, les villes de l'intérieur, dont M'Batto, restent confrontées à des problèmes d'insalubrité, d'hygiène et de santé. Ainsi, la question centrale de cette recherche est la suivante: Quels sont les modes de gestion des déchets dans la ville de M'Batto et quelles en sont les limites?

1. Matériels et méthode

La démarche méthodologique de cette recherche prend en compte la zone d'étude, la population cible ainsi que les méthodes de collecte et d'analyse des données.

1.1. Présentation de l'espace d'étude

La ville de M'Batto, située au sud-est de la Côte d'Ivoire, est l'un des trois chefs-lieux de département de la région du Moronou. Elle a été érigée en commune par la loi n°85-1085 du 17 octobre 1985 portant création de quatre-vingt-dix-huit (98) communes. Avec une superficie de 141 km², M'Batto comptait, selon le RGPH de 2014, une population estimée à 18 300 habitants, dont 10 540 hommes et 9 517 femmes. La ville est composée de neuf quartiers principaux et partage ses frontières terrestres avec le village d'Assoumoukro. Cette localisation et ces caractéristiques démographiques confèrent à M'Batto une dynamique urbaine particulière, marquée par une croissance continue de la population et une pression croissante sur l'environnement et les infrastructures d'assainissement. (Figure 1).

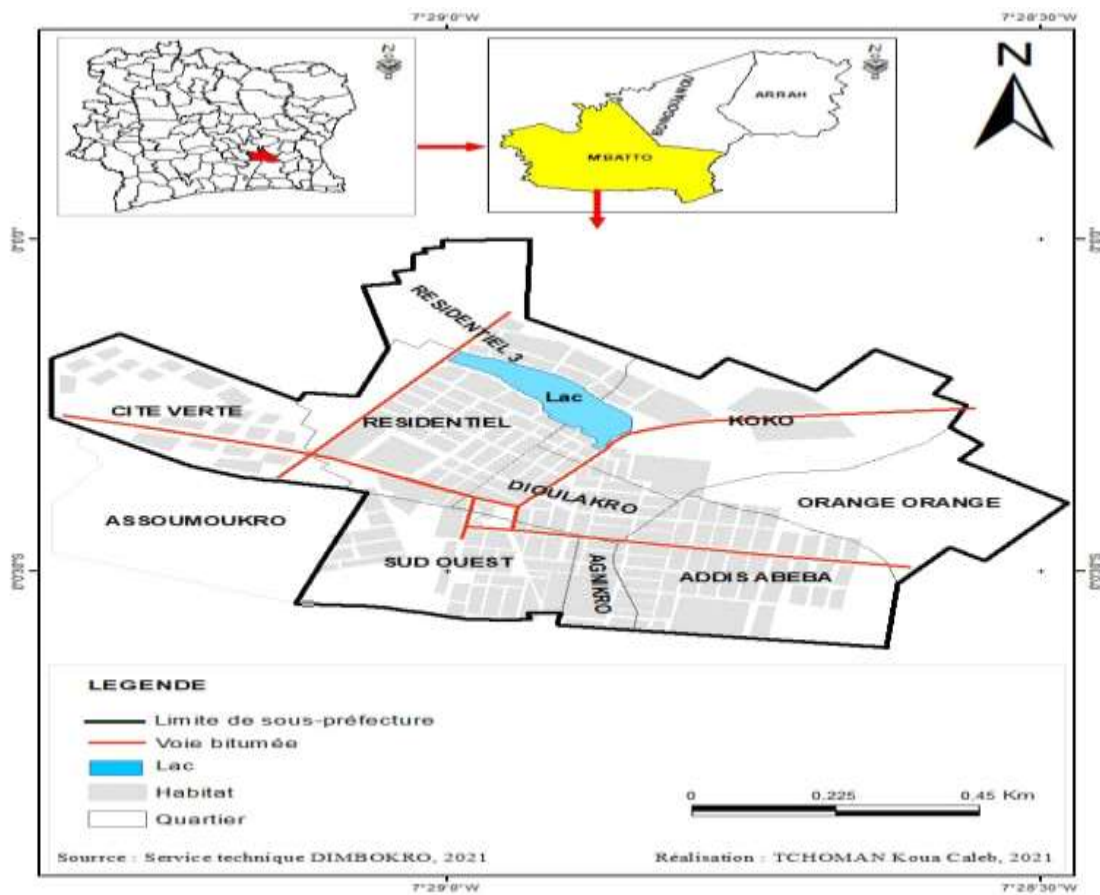


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

1.2. Méthodologie de recherche et collecte des données

La collecte des données a été réalisée dans la ville de M'Batto auprès des ménages des différents quartiers, qui constituent le groupe social cible de l'étude. Trois techniques principales ont été mobilisées: l'observation directe sur le terrain, les entretiens et les enquêtes auprès des chefs de ménages. Sur les neuf quartiers que compte la ville, sept ont été retenus pour l'enquête. Le choix s'est effectué selon la méthode du choix raisonné par quotas, en tenant compte de l'indisponibilité des données démographiques détaillées par quartier. Pour pallier cette limite, la ville a été subdivisée en deux grands secteurs: Secteur nord et le Secteur sud. Les sites d'enquête dans chacun de ces secteurs ont été sélectionnés sur la base de trois critères: *le niveau d'insalubrité, le niveau d'assainissement et l'ancienneté des quartiers*.

L'échantillon final a porté sur 375 ménages, nombre déterminé à la fois par des considérations économiques et par l'absence d'informations précises sur le nombre total de ménages. La taille de l'échantillon a été calculée à partir de la formule statistique suivante:

$$n = \frac{Z^2 (PQ) N}{e^2 (N-1) + Z^2 (PQ)}$$

n = Taille de l'échantillon ;

N = Taille de la population mère ;

Z = Coefficient de marge (déterminé à partir du seuil de confiance) ;

e = Marge d'erreur tolérée ;

P = Proportion de ménages supposés avoir les caractères recherchés. Cette proportion variant entre 0,0 et 1 est une probabilité d'occurrence d'un événement. Dans le cas où l'on ne dispose d'aucune valeur de cette proportion, celle-ci est fixée à 50 % (0,5) ; Q = 1 - P.

La méthode des quotas a permis de répartir les 375 en fonction des quartiers se trouvant dans les

deux secteurs (Tableau I).

Tableau I : Répartition des enquêtes par quartier

Secteur nord		
Quartiers	Nombre de ménages enquêtés	Pourcentage (%)
Résidentiel	55	14,7%
Cité verte	53	14,1%
Dioulakro	52	13,9%

Secteur sud		
Sud-ouest	55	14,7%
Kôkô	52	13,9%
Agnikro	51	13,6%
Adis-abeba	57	15,2%
Total	375	100 %

Source : (INS-RGPH, estimation 2014)

1.3. Traitement et analyse des données

Les données recueillies ont été saisies et traitées à l'aide du logiciel Sphinx, qui a permis de traduire et de synthétiser les informations collectées. Les résultats ont ensuite été exploités pour produire des représentations graphiques (courbes et diagrammes) à l'aide du logiciel Excel 2013. Les tableaux générés ont fait l'objet de commentaires, d'analyses et d'interprétations afin de mettre en évidence les tendances observées. L'analyse statistique a permis d'établir des relations entre les différents phénomènes étudiés, d'apprécier les corrélations entre variables et de dégager des rapports de causalité clairs.

2. Résultats

2.1. M'Batto, un cadre de vie marqué par une prolifération des déchets solides

Dans la ville de M'Batto, les déchets issus des activités domestiques des ménages se répartissent en deux grandes catégories: les déchets organiques et les déchets secs.

Les déchets organiques, constitués de matières biodégradables, proviennent essentiellement des épluchures de banane, de manioc et d'igname, des fruits et légumes, ainsi que des feuilles mortes et des branches d'arbres. Les déchets secs regroupent quant à eux les cendres et sables, les bouteilles, les plastiques, les textiles, les papiers, les pots de yaourt vides, les boîtes de conserve, les piles usagées, les boîtes de lait et les tessons de bouteilles.

L'observation de terrain révèle que la majorité de ces ordures sont déposées le long des voies de circulation ou devant les concessions. Cette pratique se traduit par la présence de nombreux dépôts sauvages disséminés dans toute la ville, donnant à M'Batto un cadre de vie fortement marqué par l'insalubrité. (Photo 1 et 2)



Planche photographique 1 : Dépôt sauvage en pleine ville (prise de vue : étude de terrain).

2.2. Une ville marquée par la présence des eaux usées et des systèmes de drainage défectueux

En plus des déchets solides, un autre problème majeur observé dans les quartiers de M'Batto est la présence d'eaux usées domestiques et pluviales dans les rues. De manière générale, à peine 40 % des ménages urbains disposent d'un système d'assainissement approprié. Ce taux, déjà faible, tend à régresser avec l'accroissement de la population, aggravant la pollution de l'environnement et la défaillance du système de drainage.

2.2.1. M'Batto, une ville marquée par des eaux usées de diverses origines

Les eaux usées présentes dans la ville de M'Batto proviennent de diverses sources, notamment domestiques, artisanales et commerciales. Les eaux ménagères issues des toilettes, des lessives et de la vaisselle sont fréquemment déversées directement dans la nature, dans les rues ou derrière les concessions, en raison de la défaillance des systèmes d'assainissement. Dans certains habitats traditionnels ou évolutifs, les lieux d'aisance et les douches sont situés à l'extérieur des maisons ; les latrines et puits perdus, généralement non revêtus, débordent régulièrement et laissent apparaître des effluents derrière les concessions. Par ailleurs, la plupart des tuyaux de drainage des douches rejettent les eaux usées directement dans les rues, provoquant des ruissellements permanents et des odeurs désagréables. Ce constat met en évidence la fragilité des infrastructures d'assainissement de M'Batto et souligne l'impact direct des pratiques domestiques sur la qualité du cadre de vie urbain (planche 2).



Planche photo 2 : Des eaux usées provenant des douches à fosse septique à ciel ouvert et eau usée déversée en pleine rues dégageant une odeur désagréable (prise de vue : étude de terrain, 2021).

La ville de M'Batto souffre d'un déficit majeur en infrastructures d'assainissement, tant pour l'évacuation des eaux pluviales que pour celle des eaux usées domestiques. Le réseau de caniveaux, limité à environ trois kilomètres et concentré uniquement au centre-ville, reste largement insuffisant pour couvrir l'ensemble des quartiers. Cette faiblesse structurelle entraîne une mauvaise évacuation des eaux de pluie, provoquant régulièrement des inondations dans les zones basses. Les eaux stagnantes créent des rigoles et des crevasses qui se transforment ensuite en dépotoirs sauvages, accentuant l'insalubrité. Comme dans de nombreuses villes secondaires de Côte d'Ivoire, M'Batto ne dispose pas d'un système de drainage adapté, ce qui fragilise durablement la salubrité urbaine et expose la population à des risques sanitaires accrus.



Photo 1 : Caniveau longeant la voie principale au centre-ville (prise de vue : étude de terrain, 2021).

2.2.2.2. Infrastructure d'évacuation des eaux usées

Le système d'assainissement de la ville de M'Batto est comparable à celui de toutes les villes secondaires de la Côte d'Ivoire. En effet, la ville de M'batto ne dispose d'aucun réseau d'égout et les caniveaux ne se limitent qu'à quelques quartiers de la ville..., Les eaux usées domestiques (eaux de lessive et de vaisselle ou de douche) sont, dans la majorité des cas, déversées soit dans les rues soit derrière les concessions. Ces eaux contiennent diverses substances plus polluantes ou difficiles à éliminer telles que les matières fécales, les produits cosmétiques ou tout type de sous-produits industriels mélangés à l'eau (Planche photo 3).



Planche Photo 3 : Eaux usées domestiques déversées derrière une concession et dans les caniveaux (prise de vue : étude de terrain, 2021)

2.3. Croissance démographique et aggravation des problèmes environnementaux

La ville de M'Batto connaît une croissance démographique soutenue qui exerce une pression croissante sur l'environnement et accentue la prolifération des déchets solides. En 2014, la population était estimée à 18 300 habitants (RGPH, 2014), contre 9 056 en 1975, soit une densité passée de 64 à 129 habitants/km². Cette évolution traduit une augmentation constante du peuplement et une dégradation progressive du cadre de vie.

L'impact de cette croissance se manifeste par une production accrue d'ordures ménagères. Les données recueillies auprès du service technique de la mairie révèlent qu'en moyenne 13 à 15 tonnes de déchets sont collectées chaque jour, principalement dans les zones du marché, du centre-ville, de la mairie et des quartiers résidentiels. Cette quantité dépasse largement les capacités de ramassage, limitées à deux camions de 5 tonnes chacun.

L'analyse historique montre une progression exponentielle de la production des déchets: de 4,5 tonnes/jour en 1975 à 9,15 tonnes/jour en 2014, soit une croissance annuelle moyenne de 1,73 %. Cette tendance illustre la corrélation directe entre l'accroissement de la population et l'augmentation des déchets, aggravée par l'insuffisance des moyens techniques et logistiques de la municipalité.

Tableau II. Évolution de la population et de la production des déchets à M'Batto (1975–2014)

Indicateurs	1975	2014	Observation
Population (habitants)	9 056	18 300	Population presque doublée en 40 ans
Production journalière de déchets (tonnes)	4,5	9,15	Croissance exponentielle liée à l'urbanisation
Capacité de ramassage	—	2 camions de 5 tonnes	Insuffisante pour couvrir l'ensemble des

Source : Nos enquêtes de terrain, 2021

2.4. Modes de gestion des déchets ménagers à M'Batto

2.4.1. Pré-collecte des déchets

À M'Batto, la pré-collecte des déchets est principalement assurée par les ménages eux-mêmes, faute de matériel et de dispositifs adaptés. Les habitants regroupent leurs ordures dans des seaux, sachets ou sacs plastiques et les transportent volontairement vers les points de regroupement. En l'absence de ces dépôts, les déchets sont souvent incinérés ou abandonnés anarchiquement dans les rues. Cette pratique, répandue dans tous les quartiers, se fait sans tri préalable, ce qui accentue la pollution et complique la gestion municipale.

2.4.2. Modes d'évacuation des déchets solides

L'enquête révèle trois modes principaux d'évacuation des déchets: le recours aux coffres à ordures, le dépôt en décharge et le dépôt sauvage. La majorité des ménages privilégient les dépôts sauvages, en raison de l'irrégularité du ramassage municipal et du manque d'infrastructures adaptées. Cette situation contribue à la prolifération des points d'insalubrité dans la ville et accentue les risques sanitaires pour la population. Le tableau III, indique le mode d'évacuation des ordures par quartiers.

Tableau III : Modes d'évacuation des ordures par quartiers

Quartiers	Coffre à ordures	Décharge	Dépôt sauvage	Total général
Adis-abeba	7	15	35	57
Agnikro	10	14	27	51
Résidentiel	21	6	28	55

Cité verte	33	3	17	53
Dioulakro	7	4	41	52
Kôkô	3	2	47	52
Sud-ouest	6	9	40	55
Total général	87	53	235	375

Source : enquête de terrain, 2021

Analyse des modes d'évacuation des déchets à M'Batto

L'examen des données révèle que la majorité des ménages de M'Batto recourent aux dépôts sauvages pour l'évacuation de leurs déchets, soit 63 % des enquêtés (235 ménages). Cette pratique prédomine dans presque tous les quartiers, traduisant l'insuffisance des infrastructures et l'irrégularité du ramassage municipal. En comparaison, seuls 23 % des ménages (87 enquêtés) utilisent les coffres à ordures, tandis que 14 % (53 ménages) déposent leurs déchets dans les décharges prévues. Cette répartition met en évidence une gestion largement informelle des déchets, dominée par des pratiques anarchiques qui accentuent l'insalubrité urbaine. Elle souligne également la faiblesse du système municipal, incapable de proposer des alternatives fiables et régulières aux populations.

2.4.3. Collecte et transport des déchets

À M'Batto, la collecte des déchets repose sur le transfert des ordures des points de regroupement vers la décharge principale située sur la route de Djakadiokro. Bien que trois décharges aient été identifiées dans la zone d'étude, seule celle de Djakadiokro reste fonctionnelle, en raison de l'augmentation rapide de la population et de la production croissante de déchets. La mairie, responsable de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures, a mis en place quelques sites intermédiaires de collecte dans des zones stratégiques (marché, centre-ville, quartier résidentiel et zone municipale).

Cependant, ces dépôts autorisés demeurent insuffisants: avec une population de 18 300 habitants répartis sur 141 km², la ville ne dispose que de quatre dépôts officiels, soit un dépôt pour environ 4 575 personnes. Cette faible couverture entraîne des disparités territoriales et prive certains quartiers d'accès aux points de collecte. En conséquence, la stratégie municipale de collecte, limitée par des moyens logistiques réduits, favorise la multiplication des dépôts sauvages, accentuant l'insalubrité et les risques sanitaires (Tableau IV)

Tableau IV : Répartition des ménages selon le mode de collecte des déchets solides

Quartiers	Dépôt dans la rue	Déchets brûlés	Camions de ramassage	Emballage plastique	Total général
Adis-abeba	23	28	2	4	57
Agnikro	12	33	5	1	51
Résidentiel	25	20	7	3	55
Cité verte	26	10	0	17	53
Dioulakro	12	21	9	10	52
Kôkô	14	35	3	0	52
Sud-ouest	16	39	0	0	55
Total général	128	186	26	32	375

Source : enquête de terrain, 2021

2.6. Modes d'évacuation des déchets liquides

2.6.1. Évacuation des eaux usées domestiques

L'enquête révèle que les pratiques d'évacuation des eaux usées domestiques à M'Batto restent largement informelles et inadaptées. Sur les 375 ménages enquêtés, seuls 21,9 % utilisent une fosse septique, tandis que la majorité les déversent directement derrière la cour (41,6 %) ou dans la cour (36,5 %). Les eaux issues des douches sont généralement recueillies dans des puits perdus ou puisards à ciel ouvert, situés à l'intérieur ou à l'extérieur des concessions. Cette situation traduit une faible adoption des infrastructures d'assainissement appropriées et explique la présence récurrente d'effluents dans les rues et les concessions. Elle accentue les risques sanitaires et environnementaux, en favorisant la stagnation des eaux usées et la prolifération de nuisances (odeurs, moustiques, insalubrité).

2.6.2. Mode de vidange des latrines

À M'Batto, la vidange des latrines reste un problème majeur en raison de leur conception traditionnelle. La majorité des latrines (66,4 %) étant séparées des douches, les matières fécales y demeurent compactes et difficiles à évacuer mécaniquement. Ainsi, 78,61 % des ménages recourent à la vidange manuelle, qui consiste à retirer les boues à l'aide de récipients, exposant directement les personnes à des risques sanitaires élevés. En comparaison, seuls 19,94 % des ménages utilisent la vidange mécanique, réalisée par des véhicules spécialisés. Une minorité (1,44 %) n'a aucun mode de vidange, tandis que 7,73 % des habitants pratiquent encore la défécation à l'air libre. Ces résultats montrent que la vidange manuelle domine largement dans la zone d'étude, traduisant l'absence d'infrastructures adaptées et la persistance de pratiques à haut risque pour la santé publique.

2.7. Structure de collecte des déchets

La gestion des déchets solides à M'Batto est assurée principalement par la mairie, mais elle reste confrontée à de nombreuses difficultés liées à la croissance démographique, au manque d'équipements et à l'inefficacité des services. Le service technique municipal dispose de moyens logistiques limités: deux tracteurs de ramassage de cinq tonnes chacun, un tricycle, un Caterpillar et un camion de vidange des boues. Ces ressources sont insuffisantes pour répondre aux besoins d'une population de plus de 18 000 habitants. En complément, une structure privée, la Plateforme de Service (PFS), financée par la Banque mondiale, intervient dans l'assainissement de la ville. Elle emploie une trentaine de jeunes dans le cadre du Contrat de Désinfection et de Développement (C2D), chargés du balayage des rues principales et du curage des caniveaux. Malgré cette collaboration entre la mairie et la PFS, la gestion des déchets demeure fragile et inadaptée, ce qui favorise la persistance des dépôts sauvages et accentue l'insalubrité urbaine.



Photo 7 : Groupe des jeunes employés par le PFS chargé d'assainir la ville en collaboration avec la mairie (prise de vue : étude de terrain, 2021)

3. Discussion

L'étude menée à M'Batto illustre une problématique qui dépasse le cadre local et s'inscrit dans une dynamique continentale. La quasi-inexistence de bacs à ordures, l'insuffisance des structures de ramassage et l'absence de valorisation des déchets favorisent l'entassement dans les rues et la prolifération des dépôts sauvages. Ces constats rejoignent les observations d'Ammar (2006) et de Bangoura (2018), qui soulignent que, dans les pays en développement, la collecte des déchets reste limitée et souvent concentrée dans les zones privilégiées, laissant les quartiers populaires sous l'emprise d'ordures ménagères mal gérées. Au-delà de ces insuffisances matérielles, l'analyse révèle une corrélation directe entre la croissance démographique et la production des déchets. Plus la population augmente, plus la quantité d'ordures s'accroît, confirmant les observations de Yassi (2008) et de Kple (2015) qui montrent que la dynamique urbaine rapide en Afrique n'est pas accompagnée d'infrastructures et de politiques adaptées. À M'Batto, cette situation se traduit par une pression accrue sur un système déjà fragile, incapable de répondre aux besoins d'une population en expansion. La gestion des déchets reste également entravée par un manque de volonté politique et de moyens techniques et humains. La pré-collecte est assurée par les ménages eux-mêmes, souvent par incinération ou dépôts anarchiques, tandis que les services municipaux disposent de ressources limitées. La réussite d'une gestion efficace passe nécessairement par une concertation entre les différents acteurs et par une politique volontariste. Ces résultats corroborent les travaux d'Aloueimine (2006) et d'Aina (2006), qui attribuent la défaillance des systèmes de gestion des déchets dans les pays en développement au retard dans la mise en place de mécanismes adaptés et au manque de moyens. La situation observée à M'Batto n'est pas isolée. À Yaoundé, Ngnikam (2007) montre que la pré-collecte est largement assurée par le secteur informel, exposant les populations à des risques sanitaires majeurs. À Abengourou, Kouadio (2019) décrit des dépôts anarchiques qui polluent les cours d'eau, tandis qu'à Cotonou, Tankpinou (2015) met en évidence la pollution lagunaire liée aux décharges non contrôlées. Dans les Caraïbes, Bras et Lacour (2016) ainsi que Gaston Jean (2018) montrent qu'à Port-au-Prince, la mauvaise gestion des déchets accentue les inégalités spatiales et a des impacts directs sur la santé publique. Enfin, Banon et Emmanuel (2026) soulignent que dans plusieurs pays du Sud, les taux de collecte varient fortement (30 à 70 %) et que les décharges non contrôlées provoquent des pollutions graves, comme l'effondrement de la décharge de Kiteezi en Ouganda en 2024. Ces constats convergent vers une même conclusion : la croissance démographique et l'urbanisation rapide entraînent une augmentation exponentielle des déchets, sans infrastructures adaptées pour y faire face. Partout, les inégalités spatiales sont flagrantes : les quartiers riches bénéficient d'une collecte minimale, tandis que les zones populaires restent marginalisées. La valorisation des déchets, qu'elle soit organique ou énergétique, demeure absente, privant les villes d'opportunités économiques et accentuant la pollution. La comparaison entre M'Batto et ces autres villes met en lumière un schéma récurrent : la gestion des déchets est entravée par le manque de volonté politique, l'insuffisance des moyens techniques et humains, et l'absence de politiques inclusives. Les ménages assurent souvent la pré-collecte par incinération ou dépôts anarchiques, tandis que les services municipaux disposent de ressources limitées. Les travaux d'Aloueimine (2006) et d'Aina (2006) confirment que la défaillance des systèmes de gestion des déchets dans les pays en développement est liée au retard dans la mise en place de mécanismes adaptés et au manque de moyens. Ainsi, M'Batto apparaît comme un cas emblématique d'une problématique plus large qui touche de nombreuses villes africaines et caribéennes. La réussite d'une gestion efficace passe nécessairement par une concertation entre les différents acteurs, une gouvernance participative et une politique volontariste intégrant la valorisation des déchets. Ce narratif comparatif renforce l'idée que seule une approche inclusive et durable, alignée sur les Objectifs de Développement Durable, peut permettre de transformer la gestion des déchets en levier de développement urbain et d'amélioration de la qualité de vie.

Conclusion

Cette étude révèle que la gestion des déchets ménagers à M'Batto est largement défailante, entraînant un environnement insalubre et malsain. Les principales causes identifiées sont le manque de moyens financiers et techniques, les comportements des populations, ainsi que la croissance démographique qui accentue la pression sur le système existant. Face à cette situation, l'enjeu majeur est la mise en place d'un cadre politique cohérent et adapté à l'échelle communale, capable d'intégrer la diversité des quartiers et de développer une filière efficace de gestion des déchets (collecte, stockage, traitement et valorisation). La réussite de cette démarche repose sur une concertation entre la commune, la population et les groupements d'intérêt économique (GIE), afin de partager les responsabilités et de mobiliser les ressources nécessaires. Seule une telle approche collaborative permettra de traduire durablement l'insalubrité et d'améliorer la qualité du cadre de vie urbain à M'Batto.

Références bibliographiques

- AINA Marin PÉPIN (2006). *Expertises des centres d'enfouissement techniques de déchets urbains dans les pays en voie de développement: contributions à l'élaboration d'un guide méthodologique et à sa validation expérimentale sur sites*. Université de Limoges, École Doctorale Sciences Techniques Santé, Faculté des Sciences et Techniques, Laboratoire des Sciences de l'Eau et de l'Environnement, 192 p.
- ATT'AH Koffi (2001). *Gestion des déchets urbains, Abidjan*. In : Onibokun, A.G. (dir.), *Gestion des déchets urbains, Des solutions pour l'Afrique*. Paris, CRDI-Karthala, pp. 10-37.
- BANGOURA Marie Rose (2017). *Gestion des déchets solides ménagers et ségrégation socio-spatiale dans la ville de Conakry (Guinée)*. Thèse de Doctorat, Université de Toulouse, 560 p.
- DJE Aya Georgette (2012). *Gouvernance et gestion des déchets ménagers urbains à Abidjan: cas des communes de Cocody, Yopougon et Abobo*. Thèse de Doctorat, Université Laval, Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Québec, 404 p.
- EL MORHIT Mohammed (2009). *Hydrochimie, éléments traces métalliques et incidences écotoxicologiques sur les différentes composantes d'un système estuarien (BASLOUKKOS)*. Thèse de Doctorat, Université Mohammed V – Agdal, 260 p.
- MEZOUARI Sandjakdine Fadila (2011). *Conception et exploitation des centres de stockage des déchets en Algérie et limitation des impacts environnementaux*. École Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme, École Doctorale Sciences Techniques Santé, 261 p.
- NGNIKAM Emmanuel & TANAWA Emile (2006). *Les villes d'Afrique face à leurs déchets*. Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, maison d'édition : 978-2-914279-32-1, 288 p.
- BEN AMMAR Samira (2002). *Les enjeux de la caractérisation des déchets ménagers pour le choix de traitements adaptés dans les pays en développement: résultats de la caractérisation dans le Grand Tunis, mise au point d'une méthode adaptée*. Institut National Polytechnique de Lorraine, École Nationale Supérieure de Géologie de Nancy, 337 p.
- SIDI Ould Aloueimine (2006). *Méthodologie de caractérisation des déchets ménagers à Nouakchott (Mauritanie): contribution à la gestion des déchets et outils d'aide à la décision*. Laboratoire des Sciences de l'Eau et de l'Environnement, 195 p.
- YASSI Gilbert Assi (2006). *Production et gestion des déchets ménagers dans l'espace urbain: le cas de la commune d'Adzopé*. Thèse de Doctorat, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, 292 p.